



Avec ou sans tracteur, toutes et tous dans la rue le MARDI 26 MARS !

Car les faits contredisent les promesses ...

En 2017, le candidat Emmanuel Macron avait promis...

« *Dans les cinq ans qui viennent, je ne touche pas à la retraite de celles et de ceux qui sont aujourd’hui des retraités. Leur retraite sera préservée, il n’y aura pas de perte de pouvoir d’achat, c’est essentiel* ».

La réalité, les faits, ce sont une **inflation de 17 %** depuis début 2017 et des décisions politiques de gel des pensions ou de revalorisation inférieure à l’inflation qui ont limité l'**augmentation des pensions à 7,9 %** depuis le début de 2017.

Toutes les personnes en retraite ont **perdu au moins 9,1 % de pouvoir d’achat ou niveau de vie, sans compter le cumul des pertes de chacun des 84 mois qui s’élève à près de 3 mois de pension !**

Et c'est pire pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de 25 % de la CSG en 2018 : **perte de 11 % et de 4 mois de pension !**

La revalorisation des pensions de 5,3 % au 1^{er} janvier 2024 n'est pas un cadeau, c'est la stricte application de l'article L.161-25 du Code de la Sécurité Sociale qui revalorise chaque année la pension de base en fonction de l'inflation. Nos mobilisations du 24 octobre ont imposé, pour une fois, le respect de la loi !

Ce 26 mars prolonge le 24 octobre, de sa réussite dépendra la prise en compte de nos revendications.

Car, pour les personnes en retraite, l'augmentation subie des prix est très nettement supérieure à l'inflation « officielle » :

C'est ce que révèle l'enquête « Budget de famille » de l'Insee :

les dépenses incompressibles augmentent davantage pour les seniors :

- **L'alimentation**, qui augmente bien plus que l'inflation, représente plus de 20 % des dépenses des plus de 74 ans contre seulement 11 % chez les moins de 35 ans. En un an, l'alimentation a augmenté de 7,6 % pour les seniors.

- **L'énergie** du logement, qui augmente énormément, pèse 5,2 % dans la consommation des ménages et 6,2 % pour les plus de 74 ans, qui sont plus souvent « à la maison », qui ont des appartements anciens plus grands, utilisant davantage gaz et fioul dont les prix ont augmenté bien plus que ceux de l'électricité.

Car, pour les personnes en retraite, la santé coûte aussi de plus en plus cher, beaucoup trop cher !

Depuis des années, **les gouvernements successifs ont la Sécurité Sociale dans le collimateur**. Ils ne supportent pas que tout le monde ait droit aux mêmes soins. L'idéologie libérale préfère la complémentaire qui rembourse une dépense de santé en fonction du montant de la cotisation.

Ces gouvernements :

- **assèchent les ressources de la Sécurité Sociale**, notamment par une politique d'exonérations de cotisations sociales, par le transfert de la dette Covid, ...
- **réduisent le rôle de la Sécu** par les franchises médicales, les dépassements d'honoraires, ... et par le doublement du montant des franchises et participations forfaitaires qui constitue une perte de pouvoir d'achat de 800 millions d'€uros,
- **transfèrent les compétences de la Sécu aux complémentaires-santé**, onéreuses et inégalitaires, par exemple le 100 % santé pour les yeux, les oreilles et les dents, ce qui augmente le tarif de ces complémentaires-santé, de 40 % depuis 2018, de +7,1 % en 2023 et de +20 % pour les seniors en 2024.

Maintenant, et de plus en plus, pour être bien soigné, il faut pouvoir se payer une « bonne » complémentaire.

C'est scandaleux, d'autant plus que les personnes âgées, qui dépensent plus pour leur santé, doivent cotiser plus. Beaucoup trop de retraité·es doivent renoncer à une complémentaire et, de fait, à l'accès aux soins !

- **Nous revendiquons le 100 % Sécu pour les soins et des services publics de proximité accessibles à tous, avec des personnels au lieu des automates, pour répondre aux sollicitations !**

Vivre en Ehpad est parfois nécessaire, malgré les scandales révélés dans le livre « Les fossoyeurs », malgré le manque de places et la maltraitance due au manque de personnels bien formés. Or l'Ehpad coûte plus cher que la pension, pour la quasi-totalité des résident·es !

Ces gouvernements méprisent les retraité·es en promettant puis en repoussant à chaque fois la loi « Grand Âge ». La nouvelle ministre des Solidarités, Catherine Vautrin, a déclaré, le 24 janvier 2024, que « *Tout ne passe pas par la loi* » et le 1^{er} ministre Gabriel Attal n'en a même pas parlé !

- **Nous revendiquons un grand Service Public de l'Autonomie avec zéro reste à charge !**

Car tout cela engendre une augmentation de la pauvreté des retraité·es les plus démunis : selon la DREES, le nombre d'allocataires du minimum vieillesse augmente sans cesse depuis 2017 (année d'arrivée du président Macron) et dépasse les 700 000 après une augmentation de 67 000 en 2022 !

Alors qu' « en même temps », en France, selon Oxfam :

- En dix ans, le nombre de milliardaires a été multiplié par trois et leur fortune multipliée par quatre.
- Les quatre milliardaires français les plus riches et leurs familles ont vu leur fortune augmenter de 87 % depuis 2020. Dans le même temps, la richesse cumulée de 90 % de la population a baissé.
- Sur cette même période, les 42 milliardaires français (dont 6 femmes) ont gagné 230 milliards d'€uros, autant que pour faire un chèque de 3 400 €uros pour chaque Français·e.
- Les 1 % les plus riches détiennent aujourd'hui 36 % du patrimoine financier total en France alors que plus de 80 % des Français déclarent ne posséder ni assurance-vie, ni actions directement.

En résumé ...

- **Comment expliquer une augmentation de 42 %** des produits frais sur les deux dernières années et constater une baisse de 10 % du revenu des agriculteurs ?
- **Comment expliquer en 2023 une augmentation de 13 %** des profits versés aux actionnaires et constater une croissance d'à peine 1 % ?
- **Comment expliquer une inflation de 17 %** depuis 2017 et constater sur la même période une augmentation des pensions de seulement 7,9 % ?
- **Comment expliquer les 10 milliards d'€uros supplémentaires « d'économies » de M. Lemaire** et constater la suppression de 10 milliards d'€ d'impôts dits de production auprès des entreprises ?

Tout simplement, en constatant que ce sont celles et ceux qui travaillent ou qui ont travaillé qui paient la note et que ce pouvoir poursuit, depuis des années, la même politique.

**Pour alimenter la caisse des actionnaires,
ce gouvernement remet en cause toutes les garanties sociales :**

- Salaires et pensions sous les seuils de l'inflation, donc perte de pouvoir d'achat, précarité en hausse et désespérance ;
- Accès à la santé et aux soins limités par une dégradation constante et programmée (Loi de Finances de la Sécurité Sociale) de l'hôpital public prévoyant 3,5 milliards d'€uros d'économie pour 2024 et les années à venir ;
- Effacement des services publics et abandon de fait de pans entiers du territoire ;
- Hausse de 10 % des complémentaires-santé ;
- Remise en cause des droits sociaux dérivés pour la retraite, notamment ceux de la pension de réversion ;
- Abandon du projet de loi sur le vieillissement ...

Pour ne pas taxer les plus hauts revenus, ce même gouvernement agit sur la fiscalité indirecte, la plus inégalitaire par :

- la hausse continue du prix de l'énergie : + 10 % sur l'électricité en février, augmentation de 100 % du prix de l'électricité et du gaz depuis 2008 ;
- le doublement de la taxe intérieure sur l'électricité et le gaz ;
- le doublement des franchises médicales sur les consultations et les médicaments ...

Ce pouvoir s'évertue, sans cesse, à masquer les questions sociales, à nier l'explosion des inégalités et, « en même temps », à opposer actifs/actives et retraité·es pour qui c'est pourtant le même combat :

Maintenant, ça suffit !

**Nous exigeons une revalorisation immédiate
de 10 % de nos pensions.**

**Nous exigeons un rattrapage de l'équivalent de nos 3
voire 4 mois de pension perdus depuis 2017.**

**Nous revendiquons le 100 % Sécu pour les soins
et des Services Publics de proximité !**

**Nous revendiquons un grand Service Public
de l'Autonomie sans reste à charge !**